

## « UN CONCEPT GLOBAL DE LA SECURITE POUR LA MEDITERRANEE »

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Samedi 29 mars 2008

Salle I

La sécurité ne peut être que globale, non pas isolée à un traitement du risque, à l'image de ce qui a été fait en Irak : une cause légitime telle que la guerre contre le terrorisme peut être décrédibilisée par l'emploi de moyens disproportionnés.

Une vraie sécurité doit s'appuyer sur certaines notions, comme la confiance. Cette confiance qui est mise à mal par des souvenirs et des craintes : colonialisme, risques de radicalisation religieuse, prolifération d'armes de destruction massive...

Comment faire coexister les cultures si on ne fait pas disparaître le principe de Guerre de Civilisations ? Culture et civilisations sont à distinguer.

IL N'Y A PAS DE COEXISTENCE POSSIBLE SANS LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT D'UNE CULTURE COMMUNE. IL N'Y A PAS DE CO-DEVELOPPEMENT SANS RESPECT DE L'IDENTITE, ET DE LA DIGNITE DE CHACUN. Il ne s'agit pas d'exporter la démocratie, etc..., mais plutôt que chacun apporte son identité. L'enrichissement mutuel ne doit pas nuire à l'importance et la nécessité pour chacun de rester soi-même.

Il ne faut pas privilégier l'enrichissement mutuel à l'importance et la nécessité pour chacun de rester soi-même.

Notre ennemi commun c'est l'ignorance : il faut développer la connaissance de l'autre, de sa culture, de son identité. Lutter contre le terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive c'est d'abord assécher le terreau de l'ignorance. Vouloir assécher le terreau sur lequel prospère le terrorisme c'est aussi refuser un Droit International à deux vitesses.

Il faut que le Nord s'ouvre au Sud. La politique migratoire est à revoir entièrement. Parallèlement, il faut que le Sud accepte les acquis historiques du Nord. Il ne faut pas se tromper d'approche. La démocratie du Sud a encore des progrès à faire, mais elle sera raffermie par le développement économique.

Deux précisions doivent être apportées :

- l'Union pour la Méditerranée voit peser sur elle le risque d'être un Euromed bis, du fait des réticences, justifiées ou non, de l'Allemagne.

- L'optimisme de la volonté peut permettre que s'enclenchent des cercles vertueux : stabilité politique, stabilité monétaire, souci de qualité et des délais, etc.... Il faut pour cela un mythe moteur pour que les peuples s'approprient l'idée d'un projet partagé.

Trois pistes à explorer :

- Valoriser l'épargne des migrants en développant des flux temporaires de migration, et revoir la politique de migration, dans les deux sens.
- Favoriser les investissements vers la Méditerranée. Ces investissements apporteront les technologies nécessaires au succès.
- L'énergie : il ne faut pas contester au pays du Sud le droit de profiter des richesses, y compris par la nationalisation. Il ne faut pas confondre terrorisme et nationalisation. Quel que soit le statut des entreprises productrices, les produits doivent être vendus : il faut donc des contrats à long terme. Une grande politique énergétique doit viser deux domaines : l'énergie solaire thermique et photovoltaïque d'une part, et l'énergie nucléaire civile d'autre part.

L'acceptation d'une discipline commune en matière nucléaire ne sera possible que si les armes nucléaires n'existent plus qu'à l'état résiduel. Mais il est évident que la théorie stabilisatrice ne fonctionnerait pas dans un monde où émerge une trentaine de puissances nucléaires.

La coopération policière et judiciaire va de soi. C'est l'aspect humain et éminemment politique de ces différentes initiatives qui rendra possible notre sécurité commune.